

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 01/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BONGARZONE ET CIE**

15 rue du Midi  
52500 Poinson-lès-Fayl

Références : UID257090/SPR/LG/LL 2024 - 0201C  
Code AIOT : 0005901840

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement BONGARZONE ET CIE implanté Lieu-dit Au dessus des Craies 70500 Jussey. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'arrivée à échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière (rubrique 2510), en date du 09/01/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONGARZONE ET CIE
- Lieu-dit Au dessus des Craies 70500 Jussey
- Code AIOT : 0005901840
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 25 du 09/01/2009 pour une durée de 15 ans.  
Les matériaux extraits sont de la roche calcaire.

Une activité de concassage-criblage des matériaux inertes extraits est également effectuée sur le site.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Remise en état
- Fin d'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 34.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 10	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction de matériaux commercialisables	Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 8	Sans objet
2	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 4	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière est arrivée à échéance et la remise en état du site n'a pas été achevée. L'exploitant doit finaliser la remise en état du site et cesser l'activité de la carrière ou déposer un dossier de renouvellement de l'autorisation complet et régulier.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Extraction de matériaux commercialisables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêt de l'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée durant la dernière année de la durée de la présente autorisation pour permettre l'achèvement de la remise en état du site.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en cours d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Niveau de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité annuelle autorisée
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La quantité annuelle autorisée à extraire est de 30 000 tonnes. [...]
<b>Constats :</b> D'après les données déclarées sur GEREPA par l'exploitant, la carrière a été peu exploitée depuis 2019. La quantité annuelle de matériaux extraite déclarée est bien en deçà de la quantité annuelle autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> 14.1 [...] Le montant de référence (indice TP01 = 637,1 d'août 2008) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, pour chacune des périodes prévues à l'article 17 ci-après, doit être au moins égal à : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour la première période d'exploitation de 5 ans : 55 130 euros TTC pour une superficie maximum en chantier au terme de cette période de 2,54 ha ;</li><li>• pour la deuxième période d'exploitation de 5 ans : 53 840 euros TTC pour une superficie maximum en chantier au terme de cette période de 2,51 ha ;</li><li>• pour la troisième période d'exploitation et de remise en état du site de 5 ans : 60 160 euros TTC pour une superficie maximum en chantier au terme de cette période de 2,72 ha.</li><li>• [...]</li></ul> 14.3. [...] Le non renouvellement des garanties financières, associé au non-respect des conditions de remise en état définies aux articles 32 et suivants entraîne la mise en œuvre conjointe des procédures de mise en demeure de renouvellement des garanties financières prévues ci-dessus et de remise en état prévue ci-après.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection un acte de cautionnement solidaire en cours de validité (01/07/2020 au 30/06/2025) pour un montant de 68 844,21 €, ce qui est conforme à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 34.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principales modalités sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• après nettoyage du carreau, il sera procédé à la plantation de 3 îlots constitués de bouquets d'arbustes. Le restant du carreau sera nu en vue de permettre l'installation de</li></ul>

<p>pelouses sèches. Il sera également créé 1 mare.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fronts sud seront écrêtés et talutés partiellement par remblaiement au moyen de matériaux stériles ou de plaquettes issus de l'exploitation ;</li> <li>• les fronts est et nord-est seront maintenus abrupts ;</li> <li>• les fronts non-remblayés ou non-talutés seront sécurisés : purge, derniers tirs inclinés si nécessaire, merlon, clôture...</li> <li>• les merlons périphériques végétalisés seront conservés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection la remise en état n'est pas achevée.</p> <p>En effet, seules la conservation des merlons périphériques végétalisés et la création d'une mare sur le carreau ont été réalisées.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité majeure à la prescription ci-dessus, une mise en demeure est proposée (cf constat ci-après).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 5 : Remise en état

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'autorisation d'exploiter la carrière est arrivée à échéance au 09/01/2024.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas finalisé la remise en état du site (cf constat précédent) et n'a pas non plus déposé un dossier de demande de renouvellement de l'autorisation.</p> <p>Ce constat relève d'une non-conformité majeure.</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• finaliser la remise en état du site et cesser son activité en procédant à l'ensemble des démarches prévues en matière de cessation d'activité d'une ICPE soumise au régime de l'autorisation ;</li> <li>• <u>OU</u> déposer un dossier de demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, complet et régulier, à la préfecture de Haute-Saône.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 6 : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/01/2009, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et maintenir : [...] 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ; [...]
<b>Constats :</b> Il a été constaté l'absence de clôture sur une partie du périmètre Ouest du site.  <b><u>Dans les plus brefs délais</u>,</b> l'exploitant met en place une clôture tout autour du périmètre autorisé. L'exploitant transmet sous un mois à l'inspection, par courrier ou par courriel, tous les justificatifs correspondants (devis, photos de la bonne installation de la clôture).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites